

> Particulier employeur : à quoi sert le Casu déclaratif et comment y adhérer ? : Mentions sur le volet social (article D1271-5)

D. 1271-5-1

Décret n°2019-198 du 15 mars 2019 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour les salariés déclarés par un particulier mentionné au 3° de l'article [L. 133-5-6](#) du code de la sécurité sociale auprès de l'organisme mentionné à l'article [L. 133-5-10](#) du même code et dont le nombre d'heures de travail inscrites au contrat de travail n'excède pas, pour un contrat donné, trente-deux heures par mois, la rémunération portée sur le chèque emploi-service universel inclut une indemnité compensatrice de congés payés dont le montant est égal à un dixième de la rémunération brute.

Le seuil de trente-deux heures est apprécié au premier jour du premier mois de la période annuelle de congés telle que définie par la convention collective applicable ou à la date d'effet du contrat de travail si elle est postérieure.

Le régime indemnitaire de congés prévu au présent article est applicable aux rémunérations versées pendant l'ensemble de la période mentionnée à l'alinéa précédent.

Section 2 : Titre spécial de paiement

Sous-section 1 : Emission

D. 1271-6

Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le chèque emploi-service universel qui a la nature d'un titre spécial de paiement est dénommé « chèque emploi-service universel préfinancé ».

D. 1271-7

Décret n°2019-198 du 15 mars 2019 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le titre spécial de paiement mentionné au B de l'article [L. 1271-1](#) est émis sur support papier ou sous forme dématérialisée, conformément aux dispositions de l'article [D. 1271-4](#).

Sous-section 2 : Habilitation

R. 1271-8

Décret n°2019-613 du 19 juin 2019 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour émettre des titres spéciaux de paiement mentionnés au B de l'article [L. 1271-1](#) du présent code, les organismes et établissements spécialisés ou les établissements mentionnés à l'article [L. 1271-9](#) sont habilités par le ministre chargé des services à la personne.

R. 1271-9

Décret n°2019-613 du 19 juin 2019 - art. 2

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'habilitation des organismes et établissements porte sur :

1° L'émission des chèques emploi-service universels ;

2° Le remboursement de ces titres spéciaux de paiement, dans les conditions prévues aux articles [L. 1271-15](#), [R. 1271-13](#) à [R. 1271-18](#), [D. 1271-28](#) et [D. 1271-29](#) du présent code ainsi qu'à l'article [D. 133-26](#) du code de la sécurité sociale :

a) Aux salariés occupant des emplois entrant dans le champ des services mentionnés à l'article [L. 7231-1](#) du présent code ;

b) Aux organismes et personnes mentionnés au B de l'article [L. 1271-1](#) du présent code ;